

La section du PCF du pays de Quimper appelle à participer à la marche pour la paix qui aura lieu à Quimper, comme dans de nombreuses villes, ce samedi 23 septembre, du pont Médard sur le Stéir où se tiendra le rassemblement à 11h, vers le Jardin de la Paix situé rue des Douves.



Membre du collectif national « Marchons pour la paix » qui regroupe aux côtés du Mouvement de la Paix plus de 140 associations, partis, syndicats, comme la CGT et la FSU, le parti communiste est engagé dans le combat pour un monde de solidarité, de partage, de fraternité, libéré des logiques de domination, de pillage, d'exploitation et de guerre, un monde d'égalité et de justice.

Dans le même temps où l'éducation, la santé, l'emploi, le logement, la protection sociale, les services publics, les politiques de solidarité, la culture, subissent les logiques austéritaires, le président Macron et son gouvernement annoncent une augmentation du budget militaire jusqu'à 2 % du PIB, en doublant presque les dépenses consacrées à la production de nouvelles armes nucléaires, et veulent pousser l'Europe vers une défense intégrée subordonnée à l'OTAN et donc aux décisions américaines.

C'est à la fois détourner vers les armes des capacités de financement qui seraient bien mieux utilisées au service de la vie, du progrès social et humain, et accroître l'insécurité et la violence sur notre continent et notre planète, et avec elles la pauvreté et les inégalités.

Les communistes se prononcent pour une toute autre politique extérieure et de sécurité mondiale, pour une politique de développement humain, social, écologique.

La France, par son histoire, par sa position de membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, a un rôle à jouer pour répondre aux aspirations des peuples à un monde pacifié et débarrassé de la peur.

Elle doit signer et ratifier le traité international d'interdiction des armes nucléaires.

Elle peut et doit être à l'initiative pour faire reculer sur notre planète les logiques mercantiles et guerrières.

Aux côtés des pacifistes de tous horizons, nous porterons le 23 septembre cette exigence.